

ses propres ressources, pollué son air et souillé ses rivières viennent au Canada traiter les nôtres de la même façon. Il est vrai que nous avons aussi nos problèmes de pollution, mais nous allons les résoudre. Comme je l'ai dit, je ne suis pas prêt à ce que des gens qui ont gaspillé leurs propres ressources dans l'intérêt d'une société matérialiste et qui se moquent bien de l'avenir soient autorisés à venir faire la même chose au Canada.

Nous nous opposons à cautionner une autre société en grandes difficultés pour n'avoir pas utilisé ses ressources avec sagesse. Selon un rapport publié il y a déjà 10 ou 15 ans, une sérieuse pénurie de ressources commençait à se faire sentir aux États-Unis. Encore ce matin, dans le *Globe and Mail*, on confirme la gravité de la pénurie de ressources et d'énergie aux États-Unis.

Je tiens à redire clairement au ministre et aux gens de son parti que nous ne pouvons demeurer dans notre coin et dire à une nation dont les ressources s'épuisent, même si elle les a dilapidées: «Vous chantiez? J'en suis fort aise. Eh bien, dansez maintenant!» Ce sont toujours nos voisins, et je crois qu'il nous faudra vendre une partie de nos ressources aux États-Unis. A mon avis, nous devons conclure une entente et vendre de l'énergie aux États-Unis.

Cela dit, je voudrais que ces ressources soient cédées selon des conditions fixées par nous. Ce n'est pas que je veuille nous voir mettre les États-Unis au pied du mur et les pressurer—loin de là. Mais il faut établir nettement que les richesses de notre planète sont rares et ne doivent pas être gaspillées. Si les États-Unis ont effectivement recours à notre énergie, il leur faudra adopter des méthodes plus rassurantes.

Nous estimons aussi qu'on n'a pas accordé, au Canada, assez d'importance aux industries secondaires. A longue échéance, il est imprudent d'exploiter les richesses inconsidérément, car elles s'épuisent. Les États-Unis sont devenus un pays industrialisé; ils seraient autrement en bien mauvaise posture s'ils ne pouvaient compter que sur leurs propres ressources naturelles.

Il faut nous débarrasser d'un régime fiscal qui distribue à tort des bonis aux industries minière et pétrolière. Si nous vendons nos ressources, en particulier quand elles sont très demandées, du moins faudrait-il les vendre à bon prix. Si notre régime fiscal accorde des privilèges à des industries de ressources, le profit que devrait retirer le Canada de la vente de ces ressources sera perdu pour lui.

[M. Saltsman.]

C'est pourquoi il faudrait nous assurer qu'il n'y a pas de bonification accordée aux industries minière et pétrolière. Même si le Livre blanc propose des changements en ce qui concerne ces industries, il n'en reste pas moins que les industries de ressources naturelles jouissent encore de grandes libéralités.

Pour que le ministre comprenne sans équivoque notre politique et qu'il n'aille pas débiter des sornettes, je voudrais exposer notre attitude en quatre points principaux.

Tout d'abord, avant qu'aucune politique continentale de l'énergie soit définie, le ministre devra s'assurer que l'utilisation future des ressources canadiennes fera l'objet d'une politique officielle; que la décision sera prise par le gouvernement canadien agissant au nom des citoyens canadiens, et non par les grandes sociétés internationales.

Deuxièmement, que le Canada tire réellement profit de cette politique énergétique, un profit calculé à long terme et non à court terme, comme plat de lentilles aussitôt avalé.

Troisièmement, on étudiera non seulement la question de l'énergie mais toutes les questions touchant les échanges commerciaux grâce à de nombreuses négociations sur la politique énergétique. On ne peut examiner celle-ci sans tenir compte des autres domaines d'échange. Il est vrai que les États-Unis veulent se borner uniquement à ce sujet mais nous devrions être prêts à insister pour qu'on aborde toutes les questions d'ordre commercial à l'heure actuelle. Si nous bradons nos ressources en énergie, nous ne retrouverons peut-être jamais l'occasion de discuter de ces domaines commerciaux d'une importance capitale pour la nation.

• (4.30 p.m.)

L'une de ces questions à examiner, c'est l'accès des fabricants canadiens aux États-Unis. Les États-Unis ont la tâche bien facile, en ce qui concerne le Canada. C'est une situation magnifique pour eux. Il n'y a pas de tarifs sur les matières brutes, parce qu'ils en ont besoin à tout prix. Ils prennent tout ce qu'on peut leur donner, mais essayez donc de leur vendre des produits de fabrication autres que les produits concernant le Pacte canado-américain de l'automobile. Il y en a peut-être quelques-uns, mais ils sont bien peu nombreux. Ces compagnies ont des filiales ici, qui n'ont pas le droit de réexporter aux États-Unis. Établissons des ententes avec les États-Unis, car les compagnies canadiennes doivent se restreindre, de par des accords, au marché canadien. Qu'on nous donne accès au grand marché des États-Unis.